Programme des Nations Unies pour le développement

Au service des peuples et des nations

APPEL A PROPOSITION (RFP)

A TOUTES LES SOCIETES DE CONSEIL SPECIALISEES DANS LES ETUDES DE PERCEPTION	DATE : 03 juillet 2020
	REFERENCE **: 003/TCD10/07/2020/RFP :** *Réalisation d'une 'étude de perception et d'impact socio-économique de la COVID-19 dans les provinces du Hadjer Lamis et du Lac Tchad*

Chers Messieurs / Mesdames:

Vous êtes invités à soumettre votre proposition pour la *réalisation d'une 'étude de perception et d'impact socio-économique de la COVID-19 dans les provinces du Hadjer Lamis et Lac Tchad*

Veuillez consulter les annexes suivantes pour les besoins de la préparation de votre soumission :

- Annexe I : description des exigences du PNUD
- Annexe II : les termes de références (TDRs)
- Annexe III : formulaire de présentation de la soumission du fournisseur de services
- Annexe IV : Conditions générales.
- Annexe V : critères d'évaluation des offres techniques

Les soumissions peuvent être déposées jusqu'au vendredi 17 juillet 2020, à 10 heures précises, heure de N'Djamena, à soumettre leurs offres (technique & financière par courriel à l'adresse procurement.td@undp.org au plus tard **le vendredi 17 juillet 2020 à 10 h 00,** heure de N'Djamena, en indiquant la référence N° **003/TCD10/07/2020/RFP**

Les offres comprendre une soumission technique et une soumission financière, chacune dans deux fichiers séparés indiquant :

1. le nom du soumissionnaire suivi de la mention « offre technique pour la réalisation d'une 'étude de perception et d'impact socio-économique de la COVID-19 dans les provinces du Hadjer Lamis et Lac Tchad »
2. le nom du soumissionnaire suivi de la mention « offre technique pour la réalisation d'une 'étude de perception et d'impact socio-économique de la COVID-19 dans les provinces du Hadjer Lamis et Lac au Tchad »**. L'offre financière devra être protégée par un mot de passe du soumissionnaire qui ne sera communiqué que sur demande au terme de l'évaluation des offres techniques.**

Les deux offres devront être envoyées à l'adresse suivante :

Au service
des peuples
et des nations

procurement.td@undp.org

au plus tard le vendredi 17 juillet 2020 à 10 h 00, heure de N'Djamena

La soumission doit être écrite **en Français en Français** et être valable pour une période minimale de ***120 jours.120 jours.***

Dans la préparation de votre proposition, il est de votre responsabilité de vous assurer qu'elle atteigne l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date limite de dépôt. Les propositions reçues au PNUD après la date limite de dépôt indiquée ci-dessus, peu importe la raison, ne seront pas considérées pour une évaluation.
Si vous soumettez votre proposition par courriel, prière de vous assurer qu'elle est signée et en format PDF, et sans infection de virus ou fichier incomplet.
Les Services proposés doivent être revus et évalués sur base de conformité complète de la proposition vis-à-vis des besoins exprimés dans la demande de proposition (RFP) et toutes les annexes fournissant des détails des exigences du PNUD.
La proposition qui répond à tous les besoins, qui correspond à tous les critères d'évaluation et qui offre le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée et adjugée. Toute offre qui n'est pas conforme aux exigences sera rejetée.

Toute incohérence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD ; le prix unitaire prédominera et le prix total sera ainsi corrigé. Si le fournisseur n'accepte pas le prix total final corrigé, sa proposition sera rejetée.
Aucune variation du prix due à une détérioration du marché, inflation, fluctuation des taux de change, ou tout autre facteur du marché ne pourra être acceptée par le PNUD après la réception de la proposition.
Au moment de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de varier (augmenter ou diminuer) la quantité de services et/ou biens, par un maximum de vingt-cinq pour cent (25%) du total de l'offre, sans aucune modification du prix unitaire ou autres termes et conditions.

Tout contrat ou bon de commande résultant de cette demande de proposition (RFP) est assujetti aux Conditions et Termes Généraux attachés à celle-ci. Le fait de la soumission d'une proposition implique que le fournisseur accepte sans question les Conditions et Termes Généraux du PNUD attachés à celle-ci en Annexe 3.

Prière de noter que le PNUD n'est pas obligé d'accepter toute proposition, ni d'attribuer un contrat ou un bon de commande, ni être tenu responsable pour tout coût associé à la préparation et soumission d'une proposition par des fournisseurs de service, peu importe le résultat ou la manière dont le processus de sélection est conduit.

Au service
des peuples
et des nations

La procédure de protestation pour un fournisseur du PNUD vise à donner une opportunité de réclamation pour les personnes ou les entreprises auxquelles, il n'a pas été attribué un bon de commande ou un contrat dans un processus compétitif d'achat. Au cas où vous croyez que vous n'avez pas été traité justement, vous pouvez trouver des informations détaillées sur la procédure de protestation par un fournisseur dans le lien suivant :
http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions/
Le PNUD encourage tout fournisseur de service potentiel à prévenir et éviter les conflits d'intérêt, en révélant au PNUD si vous, ou chacun de vos affiliés ou personnel, étiez impliqué dans la préparation des besoins, conception, estimation des coûts, ou autre information utilisée dans cette demande de proposition (RFP).

Le PNUD applique la tolérance zéro sur les fraudes et autre pratiques prohibées ; il s'est engagé à prévenir, identifier et à éviter de tels actes et pratiques contre le PNUD et aussi les tiers impliqués dans les activités du PNUD. Le PNUD attend de ses Fournisseurs de service le respect du Code de Conduite des Fournisseurs des Nations Unies trouvé dans ce lien :
http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf
Nous vous remercions et attendons de recevoir votre proposition.

Cordialement,
Mbataingar Teloumbaye
Associé à l'Administration

Au service
des peuples
et des nations

Annexe 1

Description des Besoins

Contexte des besoins	Le 19 mars 2020, le Tchad a enregistré son premier cas de la COVID19, conduisant rapidement à la mise en place des mesures sanitaires en vue de limiter la propagation du virus dans le pays. En date du 24 juin 2020, le Tchad compte 860 cas confirmés et 74 décès officiels. Au-delà des impacts sanitaires qui résultent de cette pandémie et des mesures prises par le gouvernement pour la combattre, il s'agit avant tout d'une crise sociale et humaine. L'instauration des mesures restrictives a eu des répercussions majeures sur le quotidien des populations et ralenti fortement l'activité économique, notamment dans le secteur informel duquel dépend une majorité de la population de la zone. Par conséquent, l'effritement du filet social pose le risque d'une recrudescence de la criminalité et d'une montée de l'extrémisme violent dans la région du Lac Tchad, où les jeunes sont particulièrement vulnérables aux chocs socioéconomiques. Au cours des dernières années, l'insurrection du mouvement Boko Haram dans le nord-est du Nigeria et ses pays voisins du Cameroun, du Tchad et du Niger a fait plus de 10 millions de déplacés. Au Tchad**,** depuis 2014, les autorités locales et les communautés font face à un afflux massif de déplacés et de réfugiés. Les provinces du Lac et du Hadjer Lamis continuent de souffrir de l'insécurité, mais aussi des tensions intercommunautaires et de la pression accrue sur les ressources dans une zone déjà extrêmement défavorisée, et où l'accès aux services et aux infrastructures de base est très limité. Dans ce contexte, la confiance de la population envers les structures étatiques s'est effritée.

	À cela s'ajoute la problématique de dégradation environnementale. Ainsi, Sous l'influence croissante des pressions humaines et du changement climatique, l'étendue du lac a rétréci de 25.000 à 2.500 km^2 (plus de 90%) depuis les années 1960. Cette baisse a un impact sur la quantité et la qualité des eaux ainsi que la régénération des écosystèmes connexes. Les activités économiques et la sécurité alimentaire dans le bassin du lac sont par conséquent apparues compromises, mettant en péril les conditions de vie des pour 47 millions de personnes qui y vivent. Par ailleurs, le 23 mars 2020, 98 soldats tchadiens furent tués dans une attaque revendiquée par Boko Haram, entraînant une réponse militaire de l'État tchadien, « l'Opération Colère de Bohama ». Ces affrontements ont conduit au déplacement des milliers de personnes supplémentaires dans la région du lac Tchad, fragilisant temporairement les moyens de subsistance des populations vulnérables. **Par la réalisation d'une étude de perception et d'impact socioéconomique de la crise sanitaire**, le Programme des Nations Unies pour le développement souhaite mieux comprendre les opinions, les appréhensions, les préoccupations et les priorités des populations face à la crise COVID-19 et aux problématiques de développement préexistantes. **Pour mieux orienter la préparation, la réponse et le relèvement, l'étude permettra entre autres de répondre aux questions suivantes :** - Comment les populations, en fonction de leur tranche d'âge, perçoivent-elles la crise de la COVID-19, des mesures sanitaires, la gestion par les autorités et les partenaires, en passant par les impacts sur leurs familles et communautés ? - Quelles sont les priorités en matière de relèvement communautaire dans le contexte de la COVID-19 ? Observe-t-on un changement de cap avant, pendant et après-crise ? - Que savent et que pensent les populations de la stratégie adoptée par les autorités locales pour le relèvement post

	crise ? quelle est l'interprétation des perspectives de développement par les diverses couches des communautés de la région du Lac Tchad ? - Quelles sont les préoccupations quotidiennes des jeunes et de femmes ? - Quelles sont les mesures à envisager afin d'atténuer l'impact de la pandémie et quels leviers prioritaires peut-on actionner dans chaque zone touchée par la COVID-19, prenant aussi en compte les autres problématiques, telles l'extrémisme violent ?
Partenaires d'Implémentation du PNUD	/
Brève description des Services sollicités[1]	L'objectif principal est d'analyser la perception des populations vis-à-vis de la crise de la COVID-19, notamment par rapport aux mesures sanitaires instaurées par le gouvernement du Tchad et à l'appui des partenaires techniques et financiers : - Estimer les effets (dégâts et pertes) de la crise pandémique sur les différents secteurs de l'économie locale ; - Mesurer l'impact de la pandémie sur le quotidien des populations et de l'économie locale, en mettant l'emphase sur les enjeux socioéconomiques, environnementaux et sécuritaires ; - Analyser l'impact de la crise sur les populations vulnérables, notamment les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les déplacés et les réfugiés ; - Mieux comprendre les priorités et les préoccupations des populations en matière de développement, et cerner l'évolution de ces perceptions au vu de la crise ;

[1]*Les TDR détaillés peuvent être attaché si les informations fournies dans cette annexe ne sont suffisantes pour décrire complètement la nature des travaux et autres détails des besoins.*

	- Définir les besoins de relèvement pour répondre adéquatement à la situation des victimes de la crise. Les résultats seront mis à la disposition du Gouvernement du Tchad et des acteurs humanitaires et de développement (OSCs, secteur privé, organisations internationales, etc.) afin de mieux orienter la réponse en prenant en compte l'importance du lien entre les dimensions humanitaire, développementet paix.
Liste et Description des résultats attendus (réalisations)	- Une analyse détaillée de la perception des populations des provinces du Hadjer Lamis et du lac Tchad sur la gestion de la crise de la COVID-19 est réalisée ; - Les effets (pertes et dégâts) induits par la crise et les mesures de restriction qui l'accompagnent sont estimées sur l'ensemble des secteurs de développement ; - L'impact de la pandémie sur le quotidien des populations est mesuré sur les plans socioéconomique, environnemental et sécuritaire, notamment chez les populations vulnérables ; - Les besoins prioritaires et les préoccupations des populations en matière de relèvement post crise sont mieux appréhendées dans le temps et au vu de la crise ; - Les résultats sont mis à la disposition du gouvernement du Tchad et des acteurs du développement pour orienter la prise de décision.
La Personne qui Supervisera les travaux/Performance du Fournisseur de Service	Chargé de Programme de l'Unité Bonne Gouvernance
Fréquence de rapports	*-1 rapport initial ;* *- 1 rapport intermédiaire ;* *- 1 rapport final.*
Exigence de rapports progressifs	*Oui.*

Au service des peuples et des nations

Site des travaux	☒*Programme des Nations Unies pour le Développent (PNUD), Farcha, rond-point de la francophonie, Avenue Nelson Mandela, B.P. 906 N'Djamena, Tchad* ☒*Sur le terrain à N'Djamena, dasn les provinces du Lac Tchad et du Hadjer-Lamis* ☐ *autres*
Durée d'exécution prévue	*45 jours de travail effectifs*
Date ciblée pour débuter l'exécution	*1er août 2020*
Date limite de fin d'exécution	*30 septembre 2020*
Voyages prévus	*Oui. Des missions devront être faites dans les provinces administratives du Lac Tchad et du Hadjer-Lamis.*
Conditions Spéciales de Sécurité	☐*Visa de Sécurité des Nations Unies avant le voyage* ☒*Faire la formation de Sécurité « BSAFE » : tout le personnel de la mission devant se rendre sur le terrain* ☐*Assurance globale de voyage* ☐*N/A*
Facilités fournies par PNUD (i.e., à exclure de la proposition financière)	☐*Espace et facilités de Bureau* ☐ *Transport sur site.* ☐*N/A*
Chronogramme d'Implémentation en indiquant les réalisations partielles et la durée des activités/sous-activités	☒*Exigé* ☐*Non exigé*
Noms et curriculum vitae des individus qui seront impliqués dans l'exécution des services	☒*Exigé* ☐*Non exigé*
Monnaie de la proposition	☐*Dollars des Etats unies d'Amérique (DEU)* ☐*Euro* ☒ *Monnaie locale*
Taxe sur la Valeur Ajoutée sur la proposition de prix	☐*doit inclure la TVA et autres taxes indirectes applicables* ☒*doit exclure la TVA et autres taxes indirectes applicables*
Période de Validité de la proposition *(A*	☐*60 jours* ☐*90 jours*

<table>
<tr><td>partir de la date limite de dépôt des offres)</td><td>☒ 120 jours
Dans les circonstances exceptionnelles, le PNUD peut demander au soumissionnaire d'étendre la validité de la proposition au-delà de la période initialement indiquée dans cette demande de proposition (RFP). Le soumissionnaire devra, dès lors, confirmer par écrit l'extension sans aucune modification, n'importe laquelle, sur sa proposition.</td></tr>
<tr><td>Offres partielles</td><td>☒Non admises
☐Admises</td></tr>
<tr><td>Termes de paiement</td><td>
<table>
<tr><th>Réalisations</th><th>Pourcentage</th><th>Délai</th><th>Condition pour effectuer le paiement</th></tr>
<tr><td>Avance de démarrage</td><td>20% du montant total du contrat</td><td>10 jours pour compter de la date de signature du contrat</td><td>Présentation d'une caution bancaire de montant équivalent et d'une facture originale</td></tr>
<tr><td>Rapport initial et rapport intermédiaire.</td><td>60% du montant du contrat, déduction faite de la proportion de l'avance.</td><td>Le rapport initial est du 2 jours de travail effectifs après le démarrage de mission et le rapport intermédiaire 25 jours de travail effectifs pour compte de la date de validation du rapport de démarage de la mission</td><td>Sur la base de la certification des 2 (deux) rapportx par le Chargé de Programme de l'unité Bonne Gouvernance et la remise d'une facture originale couvrant les 2 (deux) livrables...</td></tr>
<tr><td>Rapport final</td><td>40% du montant du contrat, déduction faite du solde de l'avance.</td><td>Ce rapport est du 10 (dix) jours de travail effectifs pour compter de la date de validation du rapport intermédiaire.</td><td>Sur la base de la certification du rapport final par le Chargé de Programme de l'Unité Bonne Gouvernance</td></tr>
</table>
</td></tr>
<tr><td>Personne(s)à passer en revue /inspecter/ approuver les</td><td>Chargé de Programme de l'Unité Bonne Gouvernance</td></tr>
</table>

réalisations/services fournis et autoriser le déboursement du paiement	
Type du Contrat à signer	☐*Bon de Commande* ☒*Contrat Institutionnel ou professionnel selon le montant du marché* ☐*Contrat pour les Services Professionnels* ☐*Accord à Long-Terme (LTA)(si un LTA sera signé, spécifier le document qui sera utilisé pour commander le service, p. ex., un Bon de Commande, etc.)* ☐*Autre Type de Contrat*
Critères de l'Attribution du Contrat	☐*L'offre avec le plus bas prix parmi les offres techniquement qualifiées* ☒*Le plus grand score combiné (basé sur une distribution de poids de l'ordre de 70% pour l'offre technique et de 30% pour l'offre financière)* ☒*Acceptation sans question des Conditions et Termes Généraux du PNUD (CTG). Ceci est un critère mandataire et ne peut pas être annulé peu importe la nature de la prestation sollicitée. La non-acceptation des CTG peut constituer une base pour rejeter la proposition.*
Critère de l'évaluation de la proposition	***Proposition Technique (70%)*** ☒*Expertise de l'Entreprise et Structure de Gestion, voir détail dans le formulaire 1 annexe 5., voir détail dans le formulaire 1 annexe 5.* ☒*Méthodologie, son adéquation aux Conditions et Chronogramme du Plan d'Implémentation, voir détail dans le formulaire 2 annexe 5, voir détail dans le formulaire 2 annexe 5* ☒*Qualification du Personnel clé, voir détail dans le formulaire 3 annexe 5, voir détail dans le formulaire 3 annexe 5* ***N.B :*** *seules les offres financières des soumissionnaires techniquement qualifiés (ayant obtenus la moyenne technique ≥70%) seront considérées pour la suite de l'évaluation.* ***Proposition Financière (30%)*** *A être calculé comme un ratio de l'offre financière de la proposition à l'offre financière la plus basse parmi les propositions reçues par le PNUD qui sont techniquement qualifiées.*
Le PNUD attribuera le contrat à UNDP:	☒*Un et un seul prestataire de Service.* ☐*Un ou plusieurs fournisseurs de Service, sur base des facteurs suivants:*
Annexes à cette RFP	☒*Termes de référence Détaillés (Annexe 2)* ☒ *Formulaire de soumission de la Proposition (Annexe 3)* ☒ *Conditions et Termes Généraux (Annexe 4)*[2] ☐*Autres*[3]

[2]*Les Fournisseurs de Services sont alertés que la non-acceptation des Conditions et Termes Généraux (CTG) du PNUD peut servir de base pour la disqualification dans ce processus d'achat.*

[3]*Les TDR plus détaillés peuvent être, additionnelle ment au contenu de cette RFP, attachés à celle-ci en annexe.*

Personne de contact pour des demandes de renseignement (Demandes de renseignement écrites uniquement)	*Adresse :* faq.td@undp.org.*Tout retard dans la réponse du PNUD ne pourra pas être utilisé comme une justification pour prolonger la date limite de soumission, à moins que le PNUD détermine qu'une telle prolongation est nécessaire et communique la nouvelle date limite aux soumissionnaires.*
Autre Information *[prière spécifier][prière spécifier]*	*L'attention des soumissionnaires est appelée sur l'importance d'une lecture très attentive de l'ensemble des dispositions du présent appel à propositions.* *En particulier les soumissions devront être faites conformément à l'annexe 3 (dont le modèle devra être impérativement reproduit avec le papier à en-tête du soumissionnaire et signé par la personne ayant pouvoir d'engager l'entité soumissionnaire), tous les CVs du personnel proposé, avec spécification dans chaque cas du poste pour lequel ledit personnel est proposé, devront être impérativement signés et datés, en plus d'être suivis d'une certification de disponibilité de chacun des Experts proposés à faire la mission, également datée et signée de sa main..*

Au service
des peuples
et des nations

Annexe2 :

TERMES DE REFERENCE pour la réalisation de l'étude de perception et d'impact socio-économique de la COVID-19 dans les provinces du Hadjer Lamis et Lac au Tchad

Aperçu du document

- *Contexte et justification*
- *Objectifs*
- *Résultats escomptés*
- *Partenaires*
- *Thématiques de l'enquête*
- *Méthodologie*
- *Cibles*
- *Budget*
- *Plan d'action*

A) Contexte et justification

Le 19 mars 2020, le Tchad a enregistré son premier cas de la COVID19, conduisant rapidement à la mise en place des mesures sanitaires en vue de limiter la propagation du virus dans le pays. En date du 24 juin 2020, le Tchad compte 860 cas confirmés et 74 décès officiels.

Au-delà des impacts sanitaires qui résultent de cette pandémie et des mesures prises par le gouvernement pour la combattre, il s'agit avant tout d'une crise sociale et humaine. L'instauration des mesures restrictives a eu des répercussions majeures sur le quotidien des populations et ralenti fortement l'activité économique, notamment dans le secteur informel duquel dépend une majorité de la population de la zone. Par conséquent, l'effritement du filet social pose le risque d'une recrudescence de la criminalité et d'une montée de l'extrémisme violent dans la région du Lac Tchad, où les jeunes sont particulièrement vulnérables aux chocs socioéconomiques.

Au service
des peuples
et des nations

Au cours des dernières années, l'insurrection du mouvement Boko Haram dans le nord-est du Nigeria et ses pays voisins du Cameroun, du Tchad et du Niger a fait plus de 10 millions de déplacés. Au Tchad**,** depuis 2014, les autorités locales et les communautés font face à un afflux massif de déplacés et de réfugiés. Les provinces du Lac et du Hadjer Lamis continuent de souffrir de l'insécurité, mais aussi des tensions intercommunautaires et de la pression accrue sur les ressources dans une zone déjà extrêmement défavorisée, et où l'accès aux services et aux infrastructures de base est très limité. Dans ce contexte, la confiance de la population envers les structures étatiques s'est effritée.

À cela s'ajoute la problématique de dégradation environnementale. Ainsi, Sous l'influence croissante des pressions humaines et du changement climatique, l'étendue du lac a rétréci de 25.000 à 2.500 km² (plus de 90%) depuis les années 1960. Cette baisse a un impact sur la quantité et la qualité des eaux ainsi que la régénération des écosystèmes connexes. Les activités économiques et la sécurité alimentaire dans le bassin du lac sont par conséquent apparues compromises, mettant en péril les conditions de vie des pour 47 millions de personnes qui y vivent.

Par ailleurs, le 23 mars 2020, 98 soldats tchadiens furent tués dans une attaque revendiquée par Boko Haram, entraînant une réponse militaire de l'État tchadien, « l'Opération Colère de Bohama ». Ces affrontements ont conduit au déplacement des milliers de personnes supplémentaires dans la région du lac Tchad, fragilisant temporairement les moyens de subsistance des populations vulnérables.

Par la réalisation d'une étude de perception et d'impact socioéconomique de la crise sanitaire, le Programme des Nations Unies pour le développement souhaite mieux comprendre les opinions, les appréhensions, les préoccupations et les priorités des populations face à la crise COVID-19 et aux problématiques de développement préexistantes.

Pour mieux orienter la préparation, la réponse et le relèvement, l'étude permettra entre autres de répondre aux questions suivantes :

- Comment les populations, en fonction de leur tranche d'âge, perçoivent-elles la crise de la COVID-19, des mesures sanitaires, la gestion par les autorités et les partenaires, en passant par les impacts sur leurs familles et communautés ?
- Quelles sont les priorités en matière de relèvement communautaire dans le contexte de la COVID-19 ? Observe-t-on un changement de cap avant, pendant et après-crise ?
- Que savent et que pensent les populations de la stratégie adoptée par les autorités locales pour le relèvement post crise ? quelle est l'interprétation des perspectives de développement par les diverses couches des communautés de la région du Lac Tchad ?

- Quelles sont les préoccupations quotidiennes des jeunes et de femmes ?
- Quelles sont les mesures à envisager afin d'atténuer l'impact de la pandémie et quels leviers prioritaires peut-on actionner dans chaque zone touchée par la COVID-19, prenant aussi en compte les autres problématiques, telles l'extrémisme violent ?

B) Objectifs

L'objectif principal est d'analyser la perception des populations vis-à-vis de la crise de la COVID-19, notamment par rapport aux mesures sanitaires instaurées par le gouvernement du Tchad et à l'appui des partenaires techniques et financiers :

- Estimer les effets (dégâts et pertes) de la crise pandémique sur les différents secteurs de l'économie locale ;
- Mesurer l'impact de la pandémie sur le quotidien des populations et de l'économie locale, en mettant l'emphase sur les enjeux socioéconomiques, environnementaux et sécuritaires ;
- Analyser l'impact de la crise sur les populations vulnérables, notamment les jeunes, les femmes, les personnes handicapées, les déplacés et les réfugiés ;
- Mieux comprendre les priorités et les préoccupations des populations en matière de développement, et cerner l'évolution de ces perceptions au vu de la crise ;
- Définir les besoins de relèvement pour répondre adéquatement à la situation des victimes de la crise. Les résultats seront mis à la disposition du Gouvernement du Tchad et des acteurs humanitaires et de développement (OSCs, secteur privé, organisations internationales, etc.) afin de mieux orienter la réponse en prenant en compte l'importance du lien entre les dimensions humanitaire, développementet paix.

C) Résultats escomptés

- Une analyse détaillée de la perception des populations des provinces du Hadjer Lamis et du lac Tchad sur la gestion de la crise de la COVID-19 est réalisée ;
- Les effets (pertes et dégâts) induits par la crise et les mesures de restriction qui l'accompagnent sont estimées sur l'ensemble des secteurs de développement ;

Au service des peuples et des nations

- L'impact de la pandémie sur le quotidien des populations est mesuré sur les plans socioéconomique, environnemental et sécuritaire, notamment chez les populations vulnérables ;
- Les besoins prioritaires et les préoccupations des populations en matière de relèvement post crise sont mieux appréhendées dans le temps et au vu de la crise ;
- Les résultats sont mis à la disposition du gouvernement du Tchad et des acteurs du développement pour orienter la prise de décision.

D) Thématiques de l'enquête

- Crise de la COVID-19 : Perception et impacts socio-économique ;
- Développement socioéconomique et pérennité des moyens de subsistance ;
- Enjeux environnementaux ;
- Problématiques de sécurité, de cohésion sociale et de prévention de l'extrémisme violent.

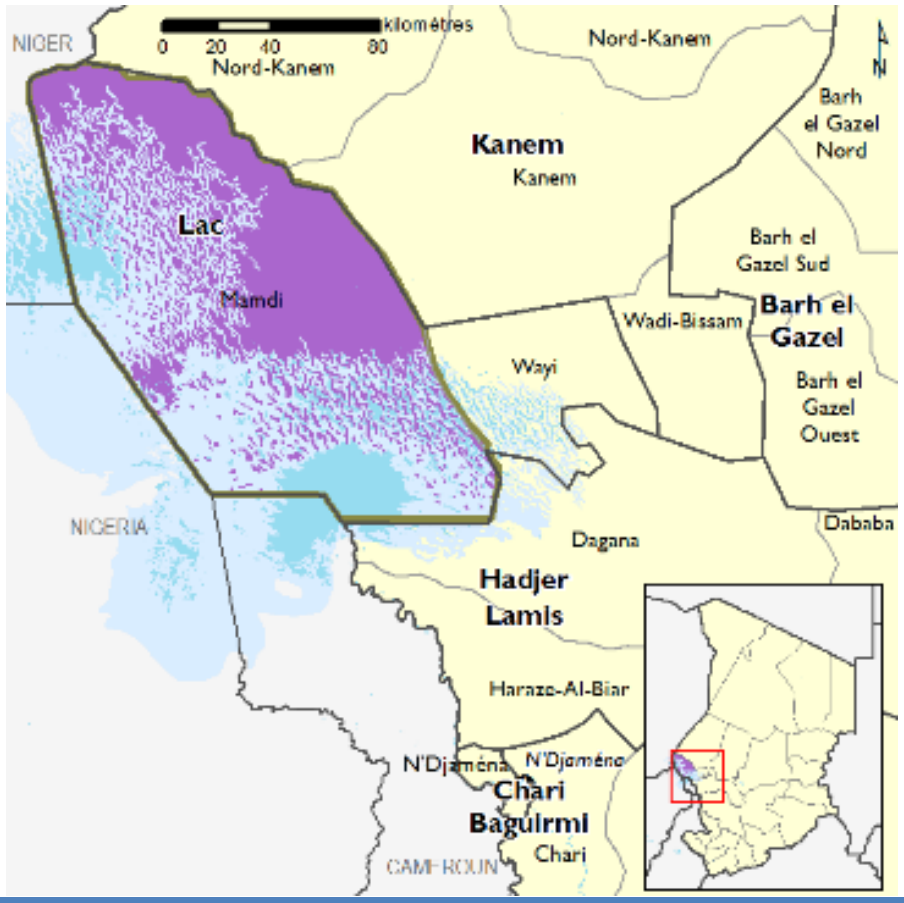
E) Méthodologie

- **L'organisation de l'étude :**

La méthodologie proposée devra permettre d'évaluer/analyser l'impact socioéconomique de la crise et d'étudier adéquatement les besoins prioritaires des populations en termes de relèvement dans les provinces du Hadjer Lamis et du Lac Tchad. En ce sens, il est suggéré que le bureau d'études s'appuie sur des organisations locales (ONGs, etc.) pour effectuer les enquêtes sur le terrain. Les modalités de mise en œuvre doivent être clairement précisées. Les données secondaires des administrations publiques sur la Covid pourront aussi être exploitées pour une meilleure évaluation de son impact socioéconomique.

Il est aussi conseillé d'utiliser une approche mixte, s'appuyant à la fois sur les canaux classiques (fiches d'enquêtes physiques) et les canaux numériques (application mobile, questionnaire en ligne). La proposition doit inclure le type de questionnaire proposé, un exemple de questionnaire et l'échantillonnage privilégié. L'échantillon doit être représentatif des réalités démographiques, sociales et culturelles des provinces concernées. L'approche

méthodologique doit être réplicable, sur une base annuelle ou bisannuelle, dans les régions identifiées.



F) Populations cibles

Zones géographiques : provinces du Hadjer Lamis et Lac

Au service des peuples et des nations

L'étude considèrera un échantillon représentatif de la population de la zone sur la base des statistiques disponibles :

- Jeunes
- Femmes
- Personnes âgées
- Personnes handicapées
- Fonctionnaires de l'État
- Autorités traditionnelles et religieuses
- Membres des organisations de la société civile
- Étudiant(e)s
- Agent(e)s de santé
- Pêcheurs, éleveurs et agriculteurs
- Membres des forces l'ordre

G) Livrables

1) 1 (un) rapport initial de 5 pages maximum (rapport de démarrage) contenant la méthodologie assortie d'un chronogramme validée en collaboration étroite avec le Commanditaire et attestant d'une bonne compréhension de la mission ; Un questionnaire en format physique et numérique.

   Ce rapport est du, 2 (deux) jours de travail effectifs après la date de démarrage de la mission. L'Unité Bonne Gouvernance a 1 (un) jour ouvrable, après sa réception, pour sa revue et sa validation et, tenir le cas échéant ses observations au burau d'études. Dans la dernière hypothèse, celle dans laquelle le rapport est l'objet des observations, le bureau d'études dispose

de 1 (un) jour de travail effectif pour procéder à l'intégration des observations.

2) 1 (un) rapport d'étape sur l'état des données (existantes et manquantes au début de la mission) et une proposition de démarche pour la collecte des données manquantes devant permettre la consolidation exhaustive des données de l'étude.

   Ce rapport est du, 25 (vingt-cinq) jours de travail effectifs après la date de validation du rapport de démarrage de la mission. L'Unité Bonne Gouvernance a 2 (deux jours ouvrables, après sa réception, pour sa revue et sa validation et, tenir le cas échéant ses observations au burau d'études. Dans la dernière hypothèse, celle dans laquelle le rapport est l'objet des observations, le bureau d'études dispose de 2 (deux) jours de travail effectifs pour procéder à l'intégration des observations.

   ;

3) 1 (un) rapport final de l'étude d'impact et de perception y compris une présentation *Powerpoint* exhaustive de l'étude d'impact et de perception, que le bureau d'études sera amené à présenter à la direction et au personnel du PNUD au Tchad et aux acteurs institutionnels concernés (Ministères, etc.)

   Ce rapport est du, 10 (dix) jours de travail effectifs après la date de validation du rapport d'étape de la mission. L'Unité Bonne Gouvernance a 2 (deux jours ouvrables, après sa réception, pour sa revue et sa validation et, tenir le cas échéant ses observations au burau d'études. Dans la dernière hypothèse, celle dans laquelle le rapport est l'objet des observations, le

bureau d'études dispose de 2 (deux) jours de travail effectifs pour procéder à l'intégration des observations.

H) **Compétences clés**

Pour être retenu, le bureau d'études soumissionnaire devra disposer des qualfiications suivantes :

- Disposer d'une structure organisationnelle (organigramme) adadpté à la réalisation des études de perception et, en particulier, avoir un dispositif d'assurance qualité pertinent pour l'étude envisagée

- Le bureau d'études doit disposer de vastes expériences dans la réalisation de enquêtes et étude de perception et d'impact auprès des ménages et des groupes communautaires, dans l'analyse des données statistiques et socioéconomiques;
- Connaissance et pratique avancée des méthodes d'enquêtes, d'échantillonnage et d'analyse des données ;

- Minimum de 3 ans d'expérience concluante dans le domaine des études de perception et d'impact ;
- Solide expertise et connaissance des approches méthodologiques et connaissance de leur application pour sonder adéquatement les populations ;
- Faire la démonstration d'un bonne compréhension de la mission dans ses objectifs général et spécifiques, le contexte de sa réalisation, les parties concernées et présenter une méthodologie pertinente de sa réalisation dans ses parties, leur articulation et cohérence, dans le cadre d'une chronologie permettant d'en réaliser quantitativement et qualitativement les produits dans les délais prévus de la mission.

H) Expériences requises

- Capacité de rédaction et de communication éprouvée en français ;

- Avoir déjà conduit au moins deux (2) missions similaires au Sahel, de préférence au Tchad;
- Connaissance du contexte national et l'organisation administrative du Tchad et du fonctionnement des agences des Nations Unies et acteurs de développement et humanitaires au Tchad;.
- Bonne connaissance et expérience des méthodologies d'analyse des situations de crises et d'évaluation des besoins de relèvement post crise;

Au-delà de ses qualifications en tant qu'organisation, le bureau d'études devra prévoir compétences nécessaires à la conduite de l'étude notamment :

- 1 (un) Consultant principal, Chef d'équipe disposant des qualifications et compétences suivantes:
- Diplôme de Master 2 en sociologie, statistiques, économie, ou tout autre domaine équivalent et ayant au moins 5 années d'expériences dans la conduite des enquêtes et études socio-économiques;
- Capacité à gérer, analyser et synthétiser les données et les informations pertinentes en les contextualisant avec une mise en perspective par rapport à l'objectif de la mission;;
- Compétences affirmées de leadership e de mobilisation de son équipe dans la réalisation des objectifs dans des délais très limités;
- Excellente capacité en rédaction et communication écrite et orale en français ;
- Capacité à établir de solides relations avec les clients, une capacité à se focaliser sur l'impact et le résultat pour le client et répondant positivement au feedback du commanditaire ;
- Afficher une sensibilité et adaptabilité culturelle, de genre, de religion, de race, de nationalité et d'âge ;

- 1 (un) Information/statisticien disposant au minimum d'un titre académique d'ingénieur des travaux en informatique/statistiques et d'un référentiel pertinent de realisation concluante d'au moins 3 (trois) missions similaires.

Un pool d'enquêteurs de niveau de formation minimale baccalauréat (series indifférentes) ayant au minimum une experience concluante comme enquêteur/enquêtrice dans 2 (deux) études similaires.

I) Durée de la consultation

La durée de cette étude est de 45 jours de travail effectifs couvrant la période commençant le 1er août et se terminant le 30 septembre 2020.

K) Langues

Pour le consultant principal Chef de Mission et l'Expert en Informatique:

- Maitrise de la langue française ;
- Connaissance de l'anglais de travail, un atout.

Pour les enquêteurs :

- Bonne connaissance du Français;
- Connaissance impérative des langues locales (Arabe, Kanembou, Boudouma,..) ;

L) Critères de sélection

Les propositions techniques des bureaux d'études intéressés doivent contenir les informations ci-dessous permettant de juger de leurs qualifications à réaliser la mission quantitativement et qualitativement dans les délais:

- Acceptation des termes et conditions générales des contrats du PNUD (confer formulaire de soumission)
- offre technique: se conformer aux dispositions de l'annexe 3 (plus bas dans le present document d'appel à propositions) et à celles de l'annexe 1 (plus haut dans le present document d'appel à propositions).
- offre financière: se référer à l'annexe E du present document d'appel à propositions.

Au service
des peuples
et des nations

Seuls les soumissionnaires ayant obtenu un minimum de 70% du maximum de points sur l'évaluation des leurs offres techniques seront considérés pour l'évaluation financière.

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant obtenu la plus forte note suivant la méthode combine de ponderation à 70% de l'offre technique et à 30% de l'offre financière.

Il est attendu des soumissionnaires la conformité rigoureuse aux exigences des dispositions ci-dessus. Les offres non conformes seront rejetées.

La proposition financière doit être présentée suivant les formulaires D et E de l'annexe 3 plus loin dans le present appel à propositions.

Au service
des peuples
et des nations

ANNEXE 3

FORMULAIRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION DU FOURNISSEUR DE SERVICE[4]
(Ce formulaire doit être soumis en utilisant uniquement le format de lettre avec entête officielle du Fournisseur de Service5)

[Insérer : lieu][Insérer : lieu]
[Insérer : Date][Insérer : Date]

To: [Insérer : Nom et adresse du point focal du PNUD]

Cher Monsieur/Madame:

Nous, soussigné, offrons par la présente à rendre les services suivants au PNUD conformément aux exigences définies dans la demande de proposition (RFP) qui date du [Spécifier la date], et toutes ses annexes, ainsi que les provisions des Conditions et Termes Généraux du PNUD:

A. **Qualifications du Fournisseur de Service**

Le Fournisseur de Service doit décrire et expliquer comment et pourquoi il est la meilleure entité qui peut satisfaire aux besoins du PNUD en indiquant les éléments suivants :

a) Profil – décrire la nature de ses affaires, domaine d'expertises, licences, certifications, accréditations ;
b) Licences d'affaires – Pièces d'enregistrement, Certification de paiement des Taxes, etc. ;
c) Derniers états financiers audités– Compte de résultat/revenu et bilan pour indiquer sa stabilité financière, liquidité, solvabilité et sa réputation sur le marché, etc.;
d) Expérience professionnelle – liste des clients pour les services similaires à ceux qui sont sollicités par le PNUD, en fournissant la description des taches contractuelles, la durée des contrats, les valeurs contractuelles, les références de contrat ;
e) Certificats et Accréditation – y compris les Certificats de Qualité, les patentes d'enregistrement, les Certificats de Protection de l'Environnement, etc.;
f) Une Déclaration Ecrite que l'Entreprise n'est pas sur la liste de la Résolution 1267/1989 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la liste de la Division des Achats des Nations Unies ou Autre liste des Nations Unies des fournisseurs inéligibles.

[4]*Ceci serve de guide au Fournisseur de Service dans la préparation de sa proposition.*
[5]*La Lettre avec entête Officielle doit indiquer les détails de contact (adresses, courriel, numéro de téléphone et fax) pour les motifs de vérification.*

B. **Méthodologie proposée pour la prestation de Services**

Le Fournisseur de Service doit décrire comment il répondra aux besoins exprimés dans la demande de proposition (RFP); en fournissant une description détaillée des caractéristiques essentielles de la performance, les conditions de la production des rapports et les mécanismes d'assurance-qualité qui seront mis en place, en démontrant que la méthodologie proposée sera appropriée aux conditions et contextes locaux de travail.

C. **Qualifications du Personnel Clé**

Si exigé dans la demande de proposition (RFP), le Fournisseur de Service doit fournir : *a) Noms et qualifications du personnel clé qui exécutera les services en indiquant qui est le Team Leader, le personnel d'appui, etc.;* *b) Les CVs démontrant les qualifications doivent être soumis si exigé dans la RFP et;* **c)** *Confirmation Ecrite de chacun des membres du personnel à déployer pour sa disponibilité pendant la période d'exécution du contrat.*

D. **Coût Ventilé pour chaque Réalisation***

	Réalisation	**Pourcentage du Coût Total*(Portion de Paiement)***	**Prix *(Forfait, Tout Inclus)***
1			
2			
3			
4			
	Total	100%	

**Ceci devra servir de base pour le paiement des tranches.*

Au service des peuples et des nations

E. **Coût Ventilé par Composante de Coût [Ceci est un exemple seulement]:**

Description de l'Activité	Rémunération par Unité de Temps	Total de la Période d'Engagement	Nombre du Personnel	Taux Total
I. Personnel de Services				
1. Services du Bureau Principal				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
2. Services des Bureaux de Terrains				
a . Expertise 1				
b. Expertise 2				
3. Services à l'Etranger				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
II. Menues des Dépenses				
1. Coût de voyages				
2. Per diem				
3. Communications				
4. Reproduction				
5. Location d'Equipment				
6. Autres				
III. Autres Coûts Associés				

[Noms et Signature de la Personne Autorisée chez le Fournisseur de Service]
[Fonction/Titre]
[Date]

Au service
des peuples
et des nations

Annexe 4 : CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONTRATS DE SERVICE DU PNUD (voir document annexé en PDF).

Au service des peuples et des nations

Annexe 5 : Critères de selection

La note technique minimale requise pour participer à la phase d'Évaluation Financière est de 700 points.

L'évaluation des offres techniques se fera sur la base de la grille d'évaluation technique suivante:

No.	Intitulé	Maximum des points attribuables
1	**Expertise de l'entreprise et structure de gestion**	**300**
1.1.	**Capacité organisationnelle générale susceptible d'affecter l'exécution**	90
1.1.1	Organigramme (répondant à toutes les fonctions nécessaires d'une entreprise exerçant dans le domaine des études de perception et d'opinion).	40
1.1.2	Nombre d'année d'existence opérationnelle, minimale de 3 ans	50
1.2	**Expertise dans le domaine de l'étude**	210
1.2.1	Expérience et capacité démontrée dans la réalisation d'études de perception et d'impact, particulièrement dans les pays sahéliens et au Tchad (au moins deux études pertinentes similiaires ménées de façon concluante)	150
1.2.2	Pertinence et adéquation du dispositif interne d'assurance qualité rapporté à l'étude	**60**

Au service
des peuples
et des nations

No.	**Intitulé**	**Maximum des points attribuables**
2..	**Compréhension de la mission et approche méthodologie**	**400**
2.1	Compréhension de la mission dans son contexte, ses objectifs général et spécifiques	200
2.2	Approche méthodologique procédant d'une très bonne compréhension de la mission, avec une bonne articulation, entre les différents étapes, de sa réalisation dans la réalisation des objectifs intermédiaires et finaux'	130
2.3	Plan de travail, y compris chronogramme, pertinent et adapté à la réalisation de la mission	70
3.	Qualifications du personnel proposé pour la réalisation de la mission	**300**
3.1	*Consultant 1 : Chef de mission, Expert Principal (sociologue, économiste, statisticien ou discipline assimilée)*	**130**
3.1.2	Diplôme de Master II en sociologie, économie, statistique ou discipline assimilée	30
3.1.3	Disposer d'au moins 5 ans d'expériences pertinentes dans la réalisation des missions des enquêtes de perception de volume et de complexité similaire	40
3.1.4	Conduite, avec succès, d'au moins 2 (deux) missions de volume et de complexité similaires	60
3.2	Expert Technique : ingénieur informaticien ou statisticien spécialisé dans la collecte et le traitement des données d'enquête	70
3.2.1	Diplôme d'ingénieur des travaux en informatique (Bac +3)/ingnieur des travaux en statistique	20
3.2.2	Expériences concluantes dans la réalisation d'au moins 2 (deux) missions de volume et complexité similaires	30
3.2.3	Compétences établies dans l'utilisation des logiciels de collecte et de traitement des données (R, SPSS, Stata, etc -)	20

Au service
des peuples
et des nations

No.	Intitulé	Maximum des points attribuables
3.3	Enquêteurs/Enquêtrices	100
3.3.1	Diplôme minmum de baccalauréat (série indifférente)	20
3.3.2	Expériences concluantes dans la réalisations d'au moins 2 (deux) missions similaires	50
3.3.3	Bonnes connaissances du Français, de l'Arabe, connaissances des langues locales du Lac-Tchad et du Hadjer-Lamis (Arabe, Kanembou, Boudouma, etc.)	30
Total des points		1000

La note technique minimale requise pour participer à la phase d'Évaluation Financière est de 700 points.